



NEWSLETTER – CONSEILL SYNDICAL INTERRÉGIONAL – HAINAUT / NORD / PAS-DE-CALAIS / WEST-VLAANDEREN – 1^{er} SEMESTRE 2023

Le Conseil Syndical Interrégional (CSIR) regroupe six organisations syndicales présentes sur deux pays et dans trois régions. En Belgique, l'ABVV et l'ACV pour la Flandre Occidentale et la CSC et la FGTB pour le Hainaut. En France, la CFDT et la CGT pour le Nord et le Pas-de-Calais.

Notre CSIR tend à favoriser la concertation transfrontalière entre ses membres, à participer aux instances transfrontalières dans leurs champs d'activités et à informer les travailleurs transfrontaliers sur leurs droits (fiscalité, chômage, sécurité sociale,...).

Mais également, notre CSIR analyse la situation socio-économique de cette « Eurorégion », définit des positions communes pour favoriser un développement social et culturelle équilibré dans notre zone transfrontalière et étudie les politiques initiées par les instances européennes et régionales.

Notre CSIR prend part également à divers projets européens dans le cadre du programme Interreg.

Avant-propos...

On peut assurément dire que ce premier semestre 2023 fut pour notre Conseil Syndical Interrégional des plus intenses. Entre la prise de fonction de notre nouveau Bureau pour le mandat 2023-2025, les actualités sociales tant en Europe qu'en Belgique ou en France – nous y reviendrons – et nos diverses activités.

Bien entendu, la lutte engagée en France contre la réforme des retraites fut et reste une actualité importante tant pour les syndicats français mais également pour ceux de Belgique qui en plus d'apporter leur soutien, de défilier au côté des françaises et français, ont fait – pire font toujours – face à une remise en question brutale des droits syndicaux et sociaux.

En effet, il est devenu d'usage pour le monde politique ou certaines entreprises de remettre en question le droit de grève afin de déstabiliser ce contre-pouvoir démocratique que représente les syndicats. Pour rappel, tant la réforme des retraites que l'atteinte au droit de grève ont fait l'objets de publications sur notre site... en voici les liens : ["Mobilisation... la France ne bat pas en retraite..."](#) / ["We stand with UK's workers and Unions..."](#) / ["Bon 1er mai \(2023\) à vous..."](#) / ["04 avril 2023 - Journée Mondiale du travail invisible..."](#)



Activités du CSIR...

Au cours de ce premier semestre 2023, en plus des rencontres mensuelles de son Bureau, le CSIR mais également les euro-conseillères et euro-conseillers ont pris part ou organisés à divers actions. Les plus notables furent les comités du 1^{er} et 30 juin qui respectivement ont abordé la question de la crise du « pouvoir d'achat » et « les pensions / retraites... dans l'Union européenne, la Belgique et la France ». Notre CSIR fut également représenté par Nadine Van Hove (Euro-conseillère, représentante de la FGTB auprès du CSIR) lors du « forum emploi transfrontalier » à Armentières 1^{er} juin dernier. Les membres du Bureau furent aussi impliqués dans diverses initiatives « franco-belge » ou d'autres liées à la Confédération Européenne des Syndicats (Comité de Coordination des CSIR, réponses à divers questionnaires...).



Comité – Pouvoir d'achat – 1^{er} juin 2023

Dès le début de cette rencontre, les experts présents ont affirmé que le « pouvoir d'achat » d'un point de vue « économique » n'existe pas ; en effet Matthieu Méaule (CES – Économiste / Senior Advisor), Thomas Greuse (ACV-CSC – Économiste / Service études) et Nicolas Postel (Professeur d'économie – Université de Lille) ont développé leurs arguments chiffrés à l'appui que les problématiques et non « la problématique du « pouvoir d'achat » ; qui impactent le budget des travailleuses et travailleurs sont diverses, la pression fiscale, les coûts de première nécessité (logement, énergie, alimentation, transports...), la spéculation, les salaires... Ces experts ont également souligné que de nombreux arguments politiques comme le spectre de la dette, la boucle inflationniste « augmentation des salaires = augmentation de l'inflation », les politiques

fiscales ou encore la globalisation des marchés (énergies, alimentaires...) sont trop simplistes. De plus, une étude de la CFDT, présentée par Perrine Mohr (CFDT – Secrétaire Générale pour les Hauts-de-France), au sujet de l'inflation dans la région des Hauts-de-France soulignant les inquiétudes et plus particulièrement son impact sur l'emploi pour les travailleuses et travailleurs. A l'issue de ce Comité, le sentiment qui en ressortait fut le suivant ; la question de l'augmentation des salaires se doit-être abordée, l'inflation actuelle est essentiellement nourrie par l'accumulation des profits, que la régulation de marchés liés aux services / biens de première nécessité ne doit pas être un tabou et que l'équité fiscale ne doit pas être une utopie mais une exigence. En effet, face à une telle crise on se doit de répondre à une question simple : dans quelle société voulons-nous vivre ? Et rappeler aux dirigeants que la dette est le moyen de financer des investissements d'avenir et cela encore plus face aux défis sociétaux et environnementaux.

Comité – « Retraites / Pensions... Dans l'Union européenne, la Belgique et la France » 30 juin 2023

Une journée complète sur les « Retraites / Pensions... Dans l'Union européenne, la Belgique et la France » fut l'occasion pour notre CSIR et ses membres de mieux comprendre la complexité et diversité des systèmes de retraites et pensions dans un premier temps au sein de l'Union européenne avec les éclairages d'Henri Lourdelle (Fédération Européenne des Retraité-e-s et Personnes Agées – Conseiller expert et Coordination des dossiers). A la suite c'est la situation en Belgique pour en France qui furent abordées, respectivement par Patrick Feltesse (Mouvement Ouvrier Chrétien – Conseiller Socio-économique) et Didier Louvet (CGT – Secrétaire de la Fédération des Services Publics). Syndicalement parlant, cette dernière intervention fut la plus attendue de part le contexte particulier en France ; l'approche de Didier Louvet fut autant factuelle que syndicaliste et de nombreuses informations ont trouvées écho auprès de celles et ceux présent-e-s et ce juste avant un débat en présence de Marc Botenga, Député européen (Belgique – PTB) sur « l'avenir des pensions et retraites dans l'Union européenne ». Ce débat a clôturé ce Comité en rappelant qu'une fois de plus nous faisons face à des choix de sociétés, face à des intérêts financiers autres que ceux des travailleuses et travailleurs et cette vision souvent trop à court terme du monde politique.

